



**PRÉFET  
DE MAYOTTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SECRETARIAT GENERAL

Arrêté n° 2020 – SG – 1110 du 08 JAN. 2021

portant mandatement d'office d'une dépense obligatoire sur le budget 2020  
de la commune d'Acoua

**Le Préfet de Mayotte  
Délégué du Gouvernement  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1612-16
- VU la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
- VU le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet de Mayotte, délégué du Gouvernement ;
- VU le décret du 10 juin 2020 portant nomination de M. Claude VO-DINH, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU l'arrêté interministériel du 8 décembre 1993 modifié, portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2020-SG-608 du 4 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Claude VO-DINH, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;
- VU le courrier de l'établissement de Retraite additionnelle de la Fonction publique (RAFP) en date du 21 août 2020 m'informant d'un impayé de la commune d'Acoua ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Mayotte,

## ARRÊTE :

**Article 1 :** Il est mandaté sur le budget 2020 de la commune d'Acoua au profit de l'Etablissement de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP) la somme de 56,80 € (cinquante six euros et quatre vingts centimes) correspondant à des cotisations RAFP restant dues au titre de l'année 2017.

**Article 2 :** La dépense correspondante sera imputée au chapitre 67 du budget 2020 de la commune d'Acoua

**Article 3 :** Un recours pourra être formé contre cet arrêté dans les deux mois suivant sa notification auprès de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Mayotte.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Mayotte, le Maire de la commune d'Acoua et le trésorier municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte, et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire d'Acoua ,
- Monsieur le Trésorier municipal,
- la RAFP,
- Monsieur le Directeur régional des finances publiques,
- Monsieur le Président de la Chambre régionale des comptes de Mayotte.

**Le Préfet,**  
**délégué du Gouvernement**  
Le préfet de Mayotte  
pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général  
  
Claude VO-DINH